



UN-HABITAT ÉVALUATION BRÈVE

Evaluation de fin de Project le programme de Voisinage Durable dans la Municipalité de Mavoko, Kenya

Rapport d'évaluation 4/2012

1. INTRODUCTION ET CONTEXTE

Le programme des collectivités Durables (PCD) a été conçu comme projet communautaire d'expérimentation 27 mois de réinstallation des bidonvilles, en mettant l'accent sur l'amélioration des conditions de vie des personnes résidant dans 26 bidonvilles de la municipalité de Mavoko. Il s'agissait des efforts conjoints du gouvernement kenyan - sous les auspices du Programme d'Amélioration des bidonvilles au Kenya (PABK), le Gouvernement finlandaise (GF) et le Programme des Nations Unies pour les Etablissements Humains (ONU-Habitat). Une parcelle de 55 acres de terre dans la municipalité de Mavoko a été fournie par le gouvernement kenyan (GK) à travers un échange de dette avec le GF. Le PABK devrait résulter de la mise en œuvre du projet grâce aux fonds évalués à 750.000 EUR fournis par le GF; and un appui en nature équivalent à 760.000 de dollars américains fournit par le ONU-Habitat. Le programme a été conçu pour être mis en œuvre à partir d'août 2002 à avril 2005. Un nouveau processus de développement pour le PCD a été lancé en avril 2011. Au moment de l'évaluation, le nouveau développement était en train de déterminer la faisabilité et la ré-conception possible du projet.

L'évaluation a été demandée par le Gouvernement finlandaise. Le but de cette évaluation était de déterminer le niveau d'atteinte des objectifs et des résultats de développement du PCD; de définir les expériences, les défis et les leçons apprises au cours de la période de mise en œuvre, de 2002 à 2011.

2. PROCESSUS D'ÉVALUATION ET MÉTHODOLOGIE

L'évaluation de fin de projet du PCD a été réalisée au cours de la période du

Décembre 2011 au Janvier 2012 par le consultant indépendant, Mme Kathleen Webb. Le Bureau Régional pour l'Afrique et les Etats arabe ont géré l'évaluation tandis que l'Unité chargée d'évaluation du ONU-Habitat- a fourni l'appui technique. La méthodologie d'évaluation a été composée de la recherche documentaire, des interviews avec des principaux intervenants. 174 documents fournis par le PCD, le Fonds d'Affectation Spéciale pour l'Accès à la Terre par Femmes Kenyanes (FSATFK), et le Projet de Renforcement des capacités de la Jeunesse (PRCJ) et d'autres ont été interviewés. 75 personnes provenant de l'ONU-Habitat ont été interviewées ainsi que des organisations non gouvernementales (ONG), et 11 coopératives dans les bidonvilles. Les questionnaires d'interview ont été conçus à l'avance et structurés en fonction des critères d'évaluation de la pertinence, l'efficacité, l'impact et la durabilité. Les domaines transversaux de genre et de droits de l'homme ont aussi été aussi considérés.

Les normes et standards d'évaluation of Groupe d'Evaluation des Nations Unies ont été appliqués pour assurer l'objectivité et l'impartialité de l'évaluation. Des limitations à cette évaluation étaient liées aux difficultés d'accès aux informations puisque de nombreuses intervenants avaient déménagé et il n'a pas été facile de rejoindre par courrier électronique ou par téléphone, et la conduite de l'évaluation dans a période des vacances de décembre signifiait que beaucoup de gens étaient en vacances.

3. PRINCIPAUX RÉSULTATS

Réalisations

Le PCD a renforcé le rôle et la capacité du secteur informel et communautaire dans la fourniture de logements, la livraison des services et des infrastructures. Le projet a renforcé la capacité de la

communauté à travers la sensibilisation, la mobilisation et la formation des hommes, des femmes et des jeunes résidant dans 26 bidonvilles de Mavoko qui étaient alors en mesure de définir leur rôle en matière des collectivités durables et saines et à améliorer leur vie, en travaillant ensemble dans 30 organisations communautaires (OCB) et dans six coopératives. Le projet na pas été en mesure d'atteindre toutes les réalisations prévues contribuant à la réalisation des quatre résultats en raison d'un démarrage tardif, la complexité de la conception du projet et des problèmes de gestion rencontrés pendant la durée du projet.

Les réalisations de la Fondation et les activités qui ont contribué aux résultats comprenaient:

- Les enquêtes géographiques et hydrogéologiques effectuées pour une partie de la parcelle;
- L'analyse de la situation, des plans d'action communautaires et la configuration sociale menées dans 26 bidonvilles de Mavoko;
- Le titre de propriété la terre a été délivré;
- Le bureau du PCD a été équipé et les études ont été documentées et archivées;
- La formation de 30 organisations communautaires de base (OCB) à la suite d'une sensibilisation étendue, la formation en matière de la configuration sociale et la reformation des résidents des bidonvilles;
- La mobilisation et la formation de six coopératives de Mavoko avec la l'adhésion moyenne de 500 personnes par groupe;
- Un réseau étendu et la recherche effectuée avec la participation et l'engagement de plus de cinquante institutions, les organisations et les entreprises dans les domaines de la technologie appropriée, de logement, du développement communautaire et l'octroi des crédits.

Modalités d'exécution

Les rôles et les contributions du PABK et de l'ONU-Habitat ne sont pas clairement énoncés et cela a entraîné des malentendus et des différences entre les deux organes, liées à la nature, l'emplacement, la population cible et aux procédures de mise en œuvre du projet de PCD.

Le PABK a continué à développer des logements à revenus mixtes sur leur partie de la parcelle du PCD, à côté de la parcelle de l'ONU-Habitat-PCD dans les efforts de répondre aux demandes des logements pour le pays kenyan. L'ONU-Habitat a également lancé deux nouveaux projets sur le terrain de l'ONU-Habitat PCD avec un financement séparé. Il s'agit de :

- Un projet de renforcement des capacités des femmes a initié avec le Fonds Spéciale d'Affectation d'Accès a Terres pour les Femmes kenyanes Kenya (FSAATFK) où cinq coopératives (provenant des installations spontanées en dehors de Mavoko) ont reçu une formation coopérative et quatre maisons modèles à faible coût ont été construits, et ;
- Un centre de jeunes, construit dans le cadre d'un projet de l'ONU-Habitat de renforcements des capacités des jeunes (PRCJ) a servi de site de formation central pour plus de 500 jeunes sur la technologie de construction principalement à faible coût.

Pertinence

Le PCD est conforme aux priorités de l'ONU-Habitat, en particulier la Déclaration d'Addis-Abeba sur les Etablissements Humains dans ce nouveau millénaire, qui souligne la nécessité de renforcer les capacités du secteur privé pour construire des logements et accroître les possibilités d'emploi, promouvoir la mobilisation des ressources intérieures pour le développement des logements et l'utilisation des nouvelles technologies pour le développement de l'habitat et des infrastructures à faible coût.

Le projet est également pertinent en ce qui concerne l'objectif 7 du Millénaire pour le Développement, cible 11, relatif à l'amélioration considérable au niveau mondial, de la vie d'au moins 100 millions d'habitants résidant dans les bidonvilles d'ici à 2020 en utilisant les ressources internes et les nouvelles technologies. L'objectif de développement de l'ONU-Habitat comprend répondre aux besoins des logements des communautés

très pauvres. Cependant, la conception du PCD a connu des lacunes qui ont limité la portée potentielle de la mise en œuvre du projet. De différents concepts dans le PCD n'ont jamais été développés pour montrer les modalités de leur application. La conception du projet n'était pas non plus conforme à la politique nationale de logement au Kenya (qui était sous révision au cours de la période d'évaluation) déterminant les normes de construction pour les bidonvilles.

Efficience et efficacité

Le projet a renforcé les capacités de la communauté à travers la sensibilisation, la mobilisation et la formation de plus de 3.000 hommes, femmes et jeunes résidant dans 26 bidonvilles de Mavoko. Le projet a favorisé la participation des femmes, résultant à une représentation de 25 pourcent des femmes dans les organisations communautaires et les coopératives.

L'identification des intervenants impliqués dans les secteurs public et privé était aussi efficace puisque l'équipe du projet a atteint des intervenants sur plan local et national afin de mobiliser de nombreuses parties intéressées dans les domaines des besoins en matière de crédit, de logement et de formation pour le projet.

L'équipe du PCD a intégré des professionnels provenant des différents secteurs tels que le secteur de la santé et de l'éducation et du personnel du Conseil Municipal de la Collectivité de Mavoko. Des réunions fréquentes ont été organisées réunissant les dirigeants, la direction du projet et les communautés au sein desquelles les problèmes et les défis ont été soulevés. Les trois agents de terrain et le chef de projet étaient disponibles pour répondre aux nouveaux défis des organisations communautaires de base (OCB).

Les travaux sur terrain du PCD, y compris les plans d'action communautaires, la configuration sociale et d'autres études ont été réalisés à l'aide des fonds du projet. Cependant, les fonds n'ont pas été suffisants pour les principales composantes du projet, y compris études d'architecte, programmes d'épargne et de crédit, construction de l'atelier de technologie et formation en construction.

En outre, la sensibilisation et la mobilisation sociale des communautés n'ont pas été bien budgétisées et il a

été nécessaire de le couvrir en utilisant le budget de formation de 37.000 de dollars américains seulement ce qui a été insuffisant pour répondre à ces besoins. Le projet n'avait pas prévu des salaires pour les trois coordinateurs qui ont reçu des indemnités. Le suivi à effectuer par le personnel sur terrain et d'autres personnes n'a pas suffisamment bénéficié de fonds. Le financement a aussi connu des lacunes en ce qui concerne le transport, la communication et les matériels de bureau, ce qui a entraîné des retards fréquents dans l'exécution des activités.

Le projet a financé plusieurs mission d'échange (la troisième session du Forum Mondial Urbain de Vancouver, qui s'est tenue à Vancouver, au Canada en Juin 2006) et des retraites locales au Kenya (Mombasa, Kitale, Nakuru), un concours de conception de maison qui ce qui a permis à certains des habitants des bidonvilles se trouvant dans des positions de leadership dans les organisations communautaires et les six coopératives de connaître la réalité du problème. Le projet a également financé les commémorations annuelles la Journée Mondiale de l'Habitat tenues à Athi River, Kenya, ce qui a donné aux nombreux habitants des bidonvilles la possibilité de se rencontrer et de discuter des progrès en matière de la mobilisation des épargnes.

Les groupes de concertation (Cluster groups) formés par le Comité Exécutif du PCD ont réuni de nombreux professionnels du secteur public et privé, qui ont apporté leur expertise en matière de la conception des logements, la formation et la mobilisation de crédit et des épargnes.

La répartition informelle des terres au PRCJ, au FASATFK et aux six coopératives de Mavoko, n'a pas contribué aux résultats attendus par le projet puisque des projets PASATFK et PRCJ totalement différaient du projet du PCD dans de nombreux domaines tels que le domaine d'intervention, les bénéficiaires, les modalités de mise en œuvre, et le contenu de formation.

Impact et durabilité

À la suite du projet du PCD, certaines personnes ont changé leur mode de vie vers des pratiques de santé préventive pour une vie plus saine. Dans certains cas, les gens dans les communautés des bidonvilles de Mavoko ont également développé de meilleures pratiques sanitaires et environnementales dans leurs bidonvilles existants. En outre, certains

groupes ont mobilisés des fonds pour des environnements sécurisés pour leurs familles.

Le projet a eu un impact positif sur le secteur privé de Mavoko, reliant l'industrie et le secteur public pour l'objectif commun de partage des ressources (financières et matérielles) pour le bien-être des résidents des bidonvilles.

La formation organisée par le Ministère de Développement Coopératif (MDC) a permis aux coopératives de faire des épargnes ainsi les plaçant dans une position avantageuse pour accéder au crédit auprès des institutions financières.

4. CONCLUSIONS

La complexité de la conception du projet a limité sa mise en œuvre. Le manque de clarté de la conception du projet en termes de calendrier, de rôles, de fonctions, du genre et d'activités à réaliser, a limité la mise en œuvre du projet et l'atteinte des résultats potentiels.

Des possibilités de recherche n'ont pas été étudiées en profondeur avant et pendant la mise en œuvre. Il existe encore le manque de clarté sur le sens de «collectivités durables» et comment elles peuvent contribuer au développement de la municipalité de Mavoko.

Bien qu'il n'a pas pu pleinement atteindre les résultats attendus, le projet a permis aux hommes, aux femmes et aux jeunes, et environ 3000 personnes (500 par coopérative) d'acquérir les compétences de base pratiques dans les domaines des soins de santé primaires, de la mobilisation des épargnes et de la dynamique communautaire, à travers des programmes de renforcement des capacités.

5. LEÇONS PRINCIPALES APPRISES

Le réseautage et les liens sont établis. La formation du Comité Exécutif en 2004 a été l'occasion pour l'ONU-Habitat de développer des partenariats significatifs tant dans les secteurs public et que privé. Le projet a également identifié les principaux acteurs au niveau universitaire

pour la recherche. Les nouveaux événements à partir d'avril 2011 devraient s'appuyer sur les réseaux et les liens déjà établis.

Les projets dits «expérimentaux» ne doivent pas être associés à des projets de développement. La recherche nécessaire doit être effectuée d'avance dans un projet distinct et/ou parallèle, puis que les leçons apprises puissent être appliquées aux projets de développement.

La gestion des risques lors de la mise en œuvre : Chaque projet a besoin de suffisamment de temps, de financement et de personnel afin d'atténuer les problèmes pouvant survenir lors de l'exécution du projet.

La complexité de la répartition, la gestion et la sous-division des terres est généralement mieux gérée par plusieurs Ministères. La collaboration avec plusieurs Ministères et un large réseau des acteurs clés permettrait la mise en œuvre le projet avec un minimum de risques.

6. RECOMMANDATIONS IMPORTANTES

- Les études et les rapports archivés dans les bureaux du PCD doivent être triés, organisés et synthétisés par l'ONU-Habitat ou une ONG afin de générer des informations et des conclusions pouvant bénéficier aux prochaines phases du PCD;
- Les bureaux du PCD ont été facilités par le financement et l'allocation des moyens par le conseil municipal de Mavoko. Les bureaux sont équipés d'ordinateurs, de meubles et devraient être officiellement clôturés;
- Un répertoire de tous les intervenants qui ont collaboré à la mise en œuvre doit être préparé par l'ONU-Habitat ou une ONG, en vue de les impliquer si possible dans de tels projets futurs.
- Les lacunes dans la conception du projet et la structure de gestion devraient être abordées dans la prochaine phase du projet du PCD à travers la ré-conception.
- La conception du projet devrait également envisager des infrastructures et des services pour les dispositions destinées à l'économie du travail ce qui peut appuyer le volume

de travail des femmes et la gestion des logements en faveur des personnes handicapées;

- Les anomalies de la loi réglementation portant sur le logement au Kenya vis-à-vis des logements innovants à faible coût sont en train d'être revus par Ministère ayant les logements dans ses attributions : le Conseil consultatif sur le développement de Mavoko devrait se tenir au courant des changements pour s'assurer que les problèmes conceptuels liés au PCD sont intégrés dans les nouvelles lois.
- Une structure appropriée de gestion de projet doit être créée par le ONU-Habitat- et les partenaires principaux de la phase 2 du programme, en s'appuyant sur les leçons apprises. Le projet doit former des sous-comités pour répondre aux besoins de la jeunesse, des ménages dirigés par des femmes, des personnes handicapées et des personnes infectées/affectées par le VIH/SIDA.
- La phase 2 du projet devrait impliquer des intervenants différents (industries et ONG), assez tôt dans le projet pour qu'ils fassent partie de l'une initiative sociale et fournir des fonds, du matériel et des interventions de développement pour des groupes spécifiques.
- Une évaluation de l'impact environnemental devrait être menée. L'étude devra s'appuyer sur des études antérieures menées sous l'égide du PCD qui a identifié des risques spécifiques aux zones géographiques en 2002 et les modalités de les atténuer.